

<https://www.xn--lecanardpublicain-jwb.net/spip.php?article466>



Islande et référendum Icesave : c'est toujours NON !

- Résistances -



Publication date: dimanche 10 avril 2011

Copyright © Le Canard républicain - Tous droits réservés

« Les Islandais ont clairement rejeté samedi l'accord sur le remboursement de 3,9 milliards d'euros réclamés par la Grande-Bretagne et les Pays-Bas après la faillite de la banque Icesave en 2008, selon des résultats partiels du référendum publiés dimanche. Ce refus plonge dans l'embarras le gouvernement de Reykjavik.

Selon les chiffres portant sur 70% des bulletins dépouillés et cités par la radio publique RUV, le "non" arrive nettement en tête avec 57,7% contre 42,3% de "oui".

Les quelque 230 000 électeurs de l'île étaient appelés à valider par référendum un accord portant sur 3,9 milliards d'euros pour rembourser la Grande-Bretagne et les Pays-Bas. Les deux pays avaient indemnisé leurs ressortissants ayant déposé de l'argent sur la banque en ligne gérée par Landsbanki, un des trois établissements du pays emportés par la crise financière. La faillite d'Icesave avait spolié près de 340 000 épargnants britanniques et néerlandais.

Le gouvernement islandais assure que le nouvel accord a été mieux négocié qu'un autre arrangement rejeté par référendum en mars 2010, mais la population refuse d'être mise à contribution pour la faillite de banques jugées irresponsables.

Déception du côté du gouvernement

La Premier ministre du gouvernement de coalition de centre gauche Johanna Sigurdardottir qui considérait cet accord comme "*capital*" pour l'Islande a manifesté sa déception. Elle a souligné que ce résultat était "*un choc*" pour le gouvernement mais aussi pour le Parlement dont 70% des députés avaient approuvé l'accord avant que le chef de l'État, refusant de le ratifier, ne le soumette à un référendum.

Déjà en mars 2010 les Islandais avaient massivement rejeté, à 93%, une première version de cet accord qui était moins favorable pour l'Islande. Laborieusement négocié par Reykjavik avec le Royaume-Uni et les Pays-Bas, l'accord Icesave visait à structurer le remboursement convenu avec ces deux pays qui ont dû indemniser les victimes.

"Conséquences considérables"

L'économiste et professeur à l'Université d'Islande Gudmundur Olafsson, a prédit qu'une victoire du "non" portera le conflit devant l'Association européenne de libre-échange (AELE) et les Islandais ont très gros à perdre. "*Les conséquences seront considérables*", dit-il.

Pour les partisans du "non", sur leur [site](#), "*il n'y a jamais eu d'obligation légale pour les citoyens islandais d'assumer les pertes d'une banque privée*".

L'avocat américain Lee Buchheit, qui a conduit les négociations pour l'Islande avec Londres et La Haye, avait estimé que "*c'est le meilleur accord jamais négocié compte tenu du moment et des circonstances*".

Divisions au sein du pouvoir

Outre les tensions diplomatiques générées par les discussions entre Reykjavik, Londres et La Haye, cette affaire Icesave a profondément divisé le pouvoir islandais, le chef de l'État s'opposant au Parlement et au gouvernement. Le

Islande et référendum Icesave : c'est toujours NON !

président Olafur Ragnar Grimsson, s'appuyant sur des pétitions de dizaines de milliers de signataires contre l'accord, a refusé à deux reprises de promulguer la loi Icesave. Les deux fois elle avait pourtant été adoptée par les députés.

Le nouvel accord permettrait à l'Islande d'étaler ses paiements jusqu'en 2046 à un taux de 3% pour le 1,3 milliard d'euros dû aux Pays-Bas et de 3,3% pour les 2,6 milliards dus à la Grande-Bretagne. A l'échelle des habitants de cette île de l'Atlantique nord, l'accord représente près de 12 200 euros par tête, hors intérêts. Mais l'Islande espère rembourser une large partie avec des actifs de la banque faillie Landsbanki, maison mère d'Icesave, ce qui pourrait réduire la facture. »

Article [Islande : les électeurs rejettent l'accord Icesave](#), publié par tsr.ch le 10/04/11.